

Vote de confiance de la Knesset : « Bibi », c'est fini ?

samedi 12 juin 2021, par [VIDAL Dominique](#) (Date de rédaction antérieure : 7 juin 2021).

Comment dit-on, en hébreu, « il ne faut pas vendre la peau de l'ours avant de l'avoir tué » ? À quelques jours du vote de confiance de la Knesset sur le « gouvernement (auto-proclamé) du changement » [1], ce proverbe s'impose avant tout commentaire.

Que Yaïr Lapid et Naftali Bennett aient annoncé officiellement, mercredi dernier, à l'ex-président Reuven Rivlin avoir constitué un gouvernement disposant d'une majorité ne suffit pas à surmonter la crise politique qui secoue Israël depuis plus de deux ans et a fortiori à « licencier » Benyamin Netanyahou : le futur ex-Premier ministre, détenteur d'un record de longévité à cette fonction, conserve encore des cartes en main.

Première question, à court terme : jusqu'où « Bibi » ira-t-il pour empêcher l'investiture de ce gouvernement destiné à l'écarter définitivement de la scène politique ? Pour l'instant, ses proches exercent surtout une pression maximale sur les députés de leurs ex-alliés du parti À droite afin d'en débaucher assez pour barrer légalement la route à la nouvelle équipe. Mais, s'ils n'y parvenaient pas, tenteraient-ils un « Capitole » à l'israélienne ? Comme Trump en novembre dernier, Netanyahou qualifie la victoire de ses challengers de « plus grande fraude électorale dans l'histoire du pays ([1]) », et ses troupes, comme celles de son ex-complice américain alors, le croient aveuglément. De même lorsqu'il dénonce le danger que ferait peser sur Israël ce « dangereux gouvernement de gauche » (sic). soutenu par « des supporteurs de la terreur » (re-sic).

Bref, comme Trump encore, il jette tant d'huile sur le feu de la colère de son électorat, notamment de la base juive orientale du Likoud, que, même s'il voulait la canaliser, il n'est pas sûr d'y parvenir aisément. D'autant que les rabbins ultra-orthodoxes les plus réactionnaires flattent, eux aussi, les tendances extrémistes de nombre de leurs fidèles, les appelant à « tout faire » pour empêcher le changement de gouvernement ([2]). On se rappelle comment ces mêmes forces d'extrême droite, laïques et religieuses, armèrent idéologiquement le bras de l'assassin d'Itzhak Rabin...

Zeev Sternhell nous avait mis en garde contre le résultat de la radicalisation imposée par Netanyahou : « Il pousse en Israël, écrivait-il dans Le Monde ([3]), un racisme proche du nazisme à ses débuts. » Chacun a pu voir, depuis les « ratonnades » de la fin avril, combien la violence raciste des kahanistes - ceux d'Israël et ceux des colonies - pouvait se déchaîner, tel un Ku Klux Klan à l'israélienne. La provocatrice Marche nationaliste des drapeaux, prévue pour jeudi prochain et dont l'actuel ministre de la Défense, Benny Gantz, retour de Washington, a demandé l'interdiction, pourrait mettre le feu aux poudres. Au point que, dimanche, Nadav Argaman, le chef du Shin Bet, a lancé une mise en garde publique et solennelle contre les « incitations » qui se multiplient, notamment sur les réseaux sociaux et « pourraient être interprétées par certains groupes ou loups solitaires comme une autorisation donnée à la violence ([4]) ».

D'ores et déjà, le domicile, voire la vie de plusieurs hommes et femmes politiques ont été menacés, en particulier Bennett et les députés de À droite, qui bénéficient désormais d'« anges gardiens ».

Pour autant, un véritable putsch semble difficilement imaginable : si le futur ex-Premier ministre « tient » largement la police, l'armée n'a jamais failli à sa réputation de loyalisme et son état-major ne l'aime pas...

Deuxième question, à moyen terme : le gouvernement annoncé, s'il se voit voter la confiance par la Knesset, n'est-il pas surréaliste au point de risquer d'exploser au premier obstacle sérieux, redonnant éventuellement sa chance à Netanyahu ? Car cet attelage à deux têtes successives (d'abord Naftali Bennet, puis Yaïr Lapid) va des islamistes de Raam (Mansour Abbas) aux ultra-nationalistes de À droite (Bennett), du parti sioniste de gauche Meretz (Nitzan Horowitz) au Nouvel Espoir de l'ex-likoudnik Gideon Sa'ar, des Travaillistes (Merav Michaeli) au parti russe Israël notre maison (Avigdor Liberman), sans oublier le « centriste » Il y a un futur (Lapid) et les restes du parti Bleu Blanc.

Troisième question, à moyen et long terme : à supposer que cette coalition prenne réellement corps, sa politique diffèrera-t-elle vraiment de celle de Netanyahu ? Certes, le quatuor qui devrait conduire ce gouvernement - Bennett, Lapid, Sa'ar et Liberman - tiendra nécessairement compte de la présence en son sein de la « gauche sioniste », sans laquelle il ne disposerait pas d'une majorité. Il a même déjà dû promettre de quoi s'attacher le parti Raam. Mais il serait plus qu'étonnant que les islamistes, les travaillistes et même le Meretz s'opposent frontalement aux « têtes » du cabinet, à supposer qu'ils le veuillent, au risque de faire éclater la combinaison et de permettre ainsi le retour de... Netanyahu.

Bref, nous avons affaire à un gouvernement qui penche nettement à droite, même s'il a le mérite - espérons-le au moins - de « dégager » Netanyahu, condition *sine qua non* de toute évolution. Bennett, Liberman et Sa'ar sont idéologiquement et politiquement des hommes de droite, voire, pour le premier, d'extrême droite - et que dire d'Ayelet Shaked, qui pose un jour à côté d'un flacon de parfum intitulé « Fascisme » ? Leur politique palestinienne ne diffère pas de celle du gouvernement sortant - À droite est un parti annexionniste et Israël notre maison une formation transfériste, et tous deux promettent aux colons qu'ils n'arrêteraient pas... la colonisation. Ils ont en outre en commun avec le Likoud une vision néolibérale de l'économie et de la société. Ils pourront même poursuivre ces politiques « extérieure » et intérieure en profitant d'une certaine virginité retrouvée. Certains se réclament volontiers du mouvement qui, depuis l'été dernier, a rassemblé des foules, massives mais hétéroclites, car unies par une seule volonté : en finir avec Netanyahu ?

Seul changement vraisemblable : cette équipe sera moins sensible au chantage des partis ultra-orthodoxes qui, pour un temps en tout cas, n'en feront pas partie. Du coup, les « laïques » - que sont non seulement Horowitz et Michaeli, mais aussi Lapid et Liberman - pourraient pousser la coalition à une meilleure prise en compte des aspirations majoritaires à un mariage et un divorce civils, au fonctionnement des transports publics le samedi, à un certain contrôle des secteurs d'enseignement religieux - bref à une prise de distance de l'État vis-à-vis de la Synagogue.

Autre (timide) espoir à gauche en Israël : que le changement d'équipe permette de donner un coup d'arrêt à l'évolution autoritaire des derniers gouvernements. Quid de la loi « État-nation du peuple juif » et de l'apartheid qu'elle officialise ? Quid de l'arsenal liberticide voté par la Knesset ? Quid des menaces contre le statut et les compétences de la Cour suprême ? Vu le rapport des forces global et au sein même de la coalition, un véritable renversement de tendance supposerait toutefois une mobilisation populaire pour la préservation de ce qui reste de démocratie, après quinze années de règne de Netanyahu.

Comment, d'ailleurs, envisager une rupture d'ensemble franche et nette avec les caps choisis par les gouvernements antérieurs ? Quatre élections successives ont confirmé que, si une (courte) majorité d'Israéliens ne voulait plus de Netanyahu, une (large) majorité se situait toujours à droite,

à l'extrême droite et dans le camp ultra-orthodoxe : au total 72 députés sur 120. Ajoutons que, sur la question palestinienne, ni la « gauche » sioniste – sauf le Meretz – ni les centristes n'affichent de perspective claire, rejetant certes l'annexion mais sans pour autant prôner la création d'un véritable État palestinien.

Reste une interrogation majeure. La constitution de ce gouvernement apparaît en fait comme la réplique du tremblement de terre qu'a représenté la défaite de Donald Trump. C'est sans doute parce qu'il était orphelin de son complice états-unien que Netanyahu a fini par perdre la partie... pour l'instant. Le quatuor sera sans doute plus enclin que ce dernier à s'arranger avec l'administration Biden – et réciproquement ([5]). D'autant que celle-ci semble savoir ce qu'elle veut : contenir la montée en puissance de la Chine, donc trouver un compromis sur le nucléaire iranien et, dans le même esprit, calmer le jeu israélo-palestinien. L'heure n'est toutefois pas à une grande initiative américaine de paix.

Certes, depuis plus de quatre mois, l'administration Biden défait consciencieusement ce que l'administration Trump avait fait : elle rouvre le consulat américain à Jérusalem-Est et la Mission de Palestine à Washington, revient à l'UNRWA avec 235 millions de dollars, réaffirme le caractère « illégal » des colonies et des annexions, présente la « normalisation » en cours comme ne se substituant pas à la nécessaire négociation israélo-palestinienne, etc. Mais, au beau milieu de la guerre de Netanyahu pour sauver son « trône » en bombardant sauvagement Gaza, la Maison Blanche a fait profil si bas...

Dominique Vidal

(Cet article figurait sur ma page Facebook le 3 juin. Je l'ai simplement actualisé.)

Notes

[[1]] Haaretz, 6 juin 2021.

[[2]] Haaretz, 6 juin 2021.

[[3]] 18 février 2018.

[[4]] Haaretz, 5 juin 2021.

[[5]] Netanyahu accuse déjà ses challengers d'être incapables de résister à la pression américaine sur le nucléaire iranien : cf. The Jerusalem Post, 6 juin 2021.

P.-S.

• Mediapart – Blog de Dominique Vidal 7 juin 2021.

<https://blogs.mediapart.fr/dominique-vidal/blog/070621/bibi-cest-fini>

• Dominique Vidal} : historien et journaliste, spécialiste des relations internationales et notamment du Proche-Orient, collaborateur du « Monde diplomatique »

• Le Club est l'espace de libre expression des abonnés de Mediapart. Ses contenus n'engagent pas la rédaction.

Notes

[1] La coalition d'alternance doit prendre ses fonctions le 13 juin.